

Ecrit par le 23 juillet 2024

Le lycée viticole d'Orange inaugure son gymnase



Trois ans après son installation dans l'ancien hangar du château Mongin à Orange, le gymnase du lycée viticole vient d'être inauguré.

« Ce nouveau gymnase va permettre de faire du sport dans des conditions optimales », a annoncé Renaud Muselier, président de la région Paca. Ce nouveau gymnase, intégralement financé par la Région Sud à hauteur de 10,2 millions d'euros s'inscrit dans un plan de rénovation des lycées de la région pour lequel cette dernière va investir 1,5 milliard d'euros sur les prochaines années.

Les travaux du gymnase ont permis de transformer l'ancien magasin général en hangar, qui aujourd'hui accueille l'atelier d'entretien des matériels agricoles, le magasin général, le stockage des bouteilles et le garage des véhicules, mais également une grande salle pour les sports collectifs, un mur d'escalade, des

Ecrit par le 23 juillet 2024

vestiaires ainsi que des sanitaires.



Le gymnase du lycée viticole d'Orange a été inauguré en présence de Renaud Muselier (président de la Région Sud), Bénédicte Martin (vice-présidente en charge de l'agriculture, de la viticulture, de la ruralité et du terroir), Marie-Florence Bulteau-Rambaud (déléguée à l'éducation, aux lycées, à l'orientation et à l'apprentissage), Patrice de Laurens (directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Paca), Christian Gely (président du conseil d'administration du lycée viticole d'Orange) et Pascal Buron (proviseur du lycée viticole d'Orange). ©Florent Gardin

30 jeunes 'Sudistes' à la rencontre de

Ecrit par le 23 juillet 2024

l'Europe



Tout au long du mois du mai, la région Sud célèbre l'Europe au travers de nombreux événements organisés par le monde associatif, les collectivités, les établissements scolaires et autres établissements publics bénéficiaires des fonds européens. A cette occasion, 30 jeunes du Parlement Régional de la Jeunesse viennent de participer à un débat sur l'avenir de la citoyenneté européenne à Strasbourg.

Au cœur de l'année européenne de la Jeunesse et de la Conférence sur l'Avenir de l'Europe, l'Association des Régions de France et la Région Grand-Est ont organisé un débat, entre des décideurs et plus de 200 jeunes en provenance des 27 Etats membres, sur leur participation à la vie démocratique locale, nationale et européenne. 30 jeunes du Parlement Régional de la Jeunesse ont porté la voix de la Région Sud pour nourrir les débats et se faire entendre notamment sur l'engagement démocratique de la jeunesse, sur le territoire européen.

Depuis un an, la Région Sud, élue Région la plus entreprenante d'Europe en 2021, s'engage au quotidien pour faire vivre la citoyenneté européenne à travers les travaux de la Conférence sur l'Avenir de l'Europe. En plaçant la jeunesse au cœur du débat démocratique, grâce au Parlement Régional de la Jeunesse (PRJ), elle entend leur donner la possibilité de construire un avenir meilleur : plus écologique, plus inclusif et plus numérique.

L'Europe sert si l'on sait s'en servir

« Tous les ans, le joli Mois de l'Europe nous permet de rappeler qu'en région Sud, l'Europe change concrètement notre quotidien, explique Renaud Muselier, président de la Région Provence-Alpes-Côte

Écrit par le 23 juillet 2024

d'Azur. Cette année, 30 de nos jeunes, tous issus de notre Parlement Régional de la Jeunesse, ont porté la voix du Sud dans un débat au cœur de la Conférence sur l'Avenir de l'Europe. Ils ont échangé, découvert et écrit notre futur commun. Pour notre avenir, pour notre jeunesse, pour nos territoires, on ne le répètera jamais assez : l'Europe sert si l'on sait s'en servir. »

Le Parlement Régional de la Jeunesse de Paca réunit une centaine de lycéens, d'apprentis, de jeunes en formation professionnelle et en formation sanitaire et sociale, qui ont de 15 à 25 ans. Son objectif est simple, permettre aux jeunes qui le souhaitent d'appréhender les enjeux politiques de leur territoire et de pleinement contribuer aux décisions de la Région, par leurs travaux. Ainsi, des dispositifs tels que la Banque de stages ou le e-Pass Jeunes sont directement issus des propositions du PRJ.

L.G.

Région Sud, le Concours d'huile d'olive a distingué 11 lauréats

Cette année, 67 moulins et domaines des départements des Alpes-de-Haute-Provence, Alpes-Maritimes, des Bouches-du-Rhône, du Var et du Vaucluse, ont participé au 20^e concours des Huiles d'olive de la région Sud, proposant la dégustation de 197 huiles d'olive. 11 mouliniers ont été distingués pour les qualités remarquables de leur huile d'olive.

Les lauréats sont Les huiles d'olive AOP (Appellation d'origine protégée) de la Vallée des Baux de Provence ; de La Vallée des Baux de Provence Olives mûrées ; d'Aix en Provence ; d'Aix en Provence Olives mûrées ; de Haute-Provence ; de Provence ; de Provence olives mûrées ; de France fruit vert ; de France fruité mûr et de France Goût à l'ancienne. Toutes les informations dans le détail : les noms des entreprises, les médailles remportées et les catégories [ici](#).

Les chiffres

La culture de l'olive, symbole de la région Sud représente plus de 66 % de la production nationale. Provence-Alpes-Côte d'Azur est la première région oléicole de France. Elle compte plus de 3 200 000 d'oliviers, soit près de 2/3 du verger oléicole français, cultivés par des oléiculteurs - agriculteurs, sur environ 30 000 hectares.

Les hommes

Plus de 20 000 oléiculteurs dont 5 640 professionnels, plus de 140 moulins et une cinquantaine de confiseurs cultivent et transforment avec passion, l'olive, perle du Midi de la France. Une partie de ces passionnés s'est engagée dans une démarche de reconnaissance en Appellations d'Origine Protégée,

Ecrit par le 23 juillet 2024

celles-ci étant apparues en 1994, dans la filière oléicole.

La production

La production moyenne d'huile de la région est d'environ 3 400 tonnes. Elle représente plus de 65 % de la production nationale. La production d'olives est d'environ 300 à 500 tonnes, soit environ 1/4 à 1/3 de la production nationale.

La typicité du terroir

La production d'huile de la Région Sud offre une grande diversité de goûts. Douce, légère, ardente, amère, aux arômes de fruit ou de végétaux voire de cacao et de sous-bois, ces huiles se cuisinent avec une grande simplicité et peuvent s'utiliser de l'entrée au dessert. Les trois familles de goûts (subtil, intense et à l'ancienne) sont ainsi largement représentées sur le territoire avec une grande variation d'un terroir à l'autre.

Six appellations

La production régionale réunit 6 appellations d'Origine (AOP, AOC) sur les 8 existantes : huile d'olive de Nyons, huile d'olive de la Vallée des Baux-de-Provence, huile d'olive d'Aix-en-Provence, huile d'olive de Haute-Provence, huile d'olive de Nice, huile d'olive de Provence.

Les moulins à huile

L'huile d'olive de la région Sud est produite par près de 140 ateliers de transformation. La production des structures artisanales, souvent familiales, varie de 10 tonnes d'huile à plus de 150 tonnes par campagne. La passion du produit transparaît chez tous les opérateurs qui maintiennent un savoir-faire traditionnel tout en le modernisant et assurent ainsi un produit de qualité à haute valeur gustative. La plupart des moulins et des coopératives commercialisent leurs productions sur le lieu de fabrication, mais développent aussi d'autres circuits de commercialisation (épicerie fines, export ...).

Des lieux de production et de vente

L'attrait touristique de Provence-Alpes-Côte d'Azur est tel, qu'un grand nombre de visiteurs s'approvisionne directement auprès des points de vente créés dans ces structures. Ces lieux de vente valorisent les productions locales (tapenades, pâtes d'olives, vins, miels, lavande...), et commercialisent également des produits dérivés (savons, cosmétiques, objets en bois d'olivier...).

Les produits médaillés très repérés par les consommateurs

«Les concours sont l'aboutissement d'une passion : une année de travail et de soins apportés d'abord à l'olivier puis à l'olive et enfin à l'extraction de l'huile ou sa préparation en olive pour la table. Être médaillé au concours de la région Sud, c'est, pour les domaines et les moulins, la reconnaissance d'un savoir-faire et la récompense du goût et de la typicité !» indique Laurent Belorgey, Président de France Olive.

La filière oléicole

[Bénédicte Martin](#), Vice-Présidente en charge de l'Agriculture, de la viticulture, de la ruralité et du terroir,

Ecrit par le 23 juillet 2024

représentant [Renaud Muselier](#), Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Président délégué de Régions de France, a remis les prix du 20^e Concours des Huiles d'Olive de la Région Sud aux côtés de [Laurent Belorgey](#), Président de France Olive. A cette occasion, elle a rappelé l'engagement et le soutien de la Région pour la filière oléicole. Le concours était organisé par la Région Sud.

Le soutien de la Région

Avec 66 % de la production nationale et 6 Appellations d'Origine Protégées, la culture de l'olive est véritablement une filière emblématique de Provence-Alpes-Côte d'Azur qui peut compter sur le soutien de la Région Sud. Afin d'accompagner la démarche de structuration de la filière et son adaptation au changement climatique, chaque année, ce sont plus de 350 000 € qui sont spécifiquement destinés au secteur oléicole à travers la politique agricole régionale, l'appui des Fonds européens et les 4 volets du Programme France Olive.

L'agriculture en Région Sud

Dans son discours, Bénédicte Martin a tenu à rappeler la réalité du terrain. «Ainsi, l'agriculture en Région Sud c'est : 25 % de la superficie régionale en terre agricole, 38 500 emplois directs, 20 840 exploitations, 100 000 emplois indirects, 500 agriculteurs qui s'installent sur notre territoire chaque année, 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires, 284 produits labellisés en France. La Région Sud est la 1^{ère} pour la culture bio, 1^{re} région mondiale pour la production de vin rosé.»

La politique territoriale

Depuis 5 ans, la politique régionale agricole s'articule autour de 2 grands objectifs : adapter notre agriculture aux changements climatiques et Structurer les filières afin d'améliorer le bénéfice des exploitations. Le budget de la Région Sud est passé de 28 millions d'euros en 2016 à 33,5 millions d'euros en 2021 (soit +18%) auquel s'ajoute un budget [Feader](#) (Fonds européen agricole pour le développement rural) de 56M€.

MH

Écrit par le 23 juillet 2024



Les lauréats du 20e concours des huiles d'olive de la Région Sud Copyright Guillaume Horcojuelo

Transport : les autocars Raoux misent sur le gaz naturel

Ecrit par le 23 juillet 2024



Les autocars Raoux, filiale [du groupe Galéo](#) depuis 2018, viennent d'inaugurer leur nouvelle station de recharge GNV (Gaz naturel véhicule) sur son site de Caumont-sur-Durance. La station dispose de 4 bornes à charge lente et une borne à charge rapide permettant de faire le plein en 25 minutes (contre 5 à 10h en charge lente) d'un véhicule roulant au gaz naturel.

En effet, le GNV est un gaz naturel utilisé comme carburant afin de se substituer au diesel - 1 kilo de gaz permet de parcourir la même distance que 1 litre de gasoil. Tous les véhicules roulant au GNV (ou BioGNV dans sa version renouvelable) bénéficient de la vignette 'Crit'Air 1', un certificat qualité de l'air qui leur permettra de circuler lors des pics de pollution et dans les zones à faible émission (ZFE). Pour cela, ces autocars affichent des taux de pollution relativement bas : -95% de particules fines par rapport à la norme Euro VI, -50% d'émission de NOx et une réduction de moitié des nuisances sonores.

D'une capacité de réapprovisionnement en gaz naturel de 20 bus, ce dispositif, mis en place en partenariat avec [l'ADEME](#) (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie), le Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur et [GRDF](#) (Gaz Réseau Distribution France) dans le cadre de l'appel à projets '[Mobigaz](#)' lancé en septembre 2020, permet aux autocars Raoux de faire circuler 4 nouveaux bus

Ecrit par le 23 juillet 2024

sur le réseau régional Zou ainsi que sur le réseau d'Apt. En tout, Raoux dispose d'une cinquantaine de véhicules sur ses sites de Caumont et Eyragues.

Le GNV à la place du diesel

Pour l'Ademe et GRDF, c'est le 3e projet de stations inauguré dans la région - le premier dans la Vaucluse - puisque deux stations sont déjà ouvertes dans le Var. L'objectif est de s'engager sur la voie d'une mobilité plus respectueuse de l'environnement en utilisant notamment comme source d'énergie le biométhane, un gaz renouvelable produit localement grâce aux boues d'épuration ou aux déchets verts. En France, le potentiel de production de ce 'gaz vert' est équivalent au volume actuel des exportations provenant de Russie.

« C'est très bien, il faut qu'on remplace le diesel, confirme [Yves Plessis](#), PDG de Galéo. Cette activité énergétique doit même aller sur le Biogaz. C'est la future étape à atteindre, notamment pour être plus indépendant de l'Est. » Pour l'entreprise Raoux, cette nouvelle station est également en accord avec son projet de labellisation RSE (Responsabilité sociétale des entreprises) que la société entend obtenir d'ici février 2023.

Réflexion sur les politiques de transport publique

« Ce passage à des sources d'énergie plus propres, c'est le sens de l'histoire », complète [Jean-Pierre Serrus](#) vice-président en charge des transports et de la mobilité durable de la Région Sud.

« Prendre la décision de convertir le parc de véhicules demande cependant une réflexion en profondeur des perspectives économiques en matière de politique des transports publiques », prévient toutefois [Jean-Paul Lieutaud](#), président de la FNTV Paca (Fédération nationale des transports de voyageurs).

C'est pourquoi Mobigaz entend notamment soutenir le déploiement de nouvelles stations GNV sur le territoire régional. Le but étant d'en compter une dizaine au total en Paca d'ici la fin de l'année prochaine.

A.D. & L.G.

Réouverture des discothèques : la Région Sud distribue des couvercles de verre anti-drogue

Ecrit par le 23 juillet 2024



La réouverture des boîtes de nuit et l'autorisation de consommer debout dans les bars sonne le retour à la vie festive. Pour protéger les habitants de Paca des agressions, la Région Sud fournira dans les mois à venir 400 000 couvercles de verre anti-drogue.

« Un habitant sur quatre a moins de 30 ans en région Sud », souligne [Renaud Muselier](#), président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et président délégué de Régions de France. Ce dernier indique s'être « battu » avec l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie pour la réouverture des discothèques, comme pour la consommation debout dans les bars et les restaurants. Pour savourer ce retour à la vie « dans de bonnes conditions », le président préconise de rester « lucide, et de protéger nos jeunes des agressions sexuelles ».

Dès les mois de mars et avril, une première vague de 60 000 couvercles sera distribuée aux professionnels de la restauration, de la nuit mais aussi aux associations de jeunesse engagées dans la prévention en soirée. Ce dispositif, en partenariat avec l'Union des métiers de l'hôtellerie, est simple d'utilisation et s'adapte à tous les verres, rendant impossible l'ajout d'une quelconque substance. « Je serai personnellement très attentif à ce déploiement dans tous les territoires de la région Sud », prévient Renaud Muselier.

Écrit par le 23 juillet 2024

L.M.

La Région veut pousser les entreprises vers l'Afrique



A l'occasion du dernier 'Relance export tour' spécial Afrique qui vient de se tenir à Marseille, le Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur a rappelé son souhait de soutenir les entreprises qui souhaitent s'engager à l'international et particulièrement vers l'Afrique. Un marché où, malgré la proximité, le Vaucluse n'est pas particulièrement présent.

« Accompagner les entreprises à l'export, c'est un enjeu stratégique de croissance mais aussi de relance

Écrit par le 23 juillet 2024

de notre économie régionale après la crise que nous venons de traverser, insiste [Renaud Muselier](#), président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, avant de poursuivre : « Nous sommes fiers aujourd'hui, d'accueillir ce 'Relance export tour spécial Afrique'. Notre ambition est de faire de la Région Sud et de Marseille un hub vers l'Afrique et la Méditerranée et d'aider nos entreprises à s'y ancrer ; pour cela nous engageons toute une série d'actions, avec nos partenaires : missions, Volontariat international en entreprises (VIE), ou encore le parcours Sud Export. »

« Faire de la région un hub vers l'Afrique. »

Renaud Muselier, président de la Région Sud

Ce 'Relance export tour' Afrique s'inscrit dans la continuité du Nouveau Sommet Afrique-France de Montpellier (voir vidéo en fin d'article), qui s'est tenu en octobre dernier à Montpellier, et de l'action du Gouvernement en faveur d'un renforcement des relations entre entrepreneurs français et africains. Il vise à présenter aux entrepreneurs de France et de la diaspora les outils à leur disposition pour les aider dans le développement de leur entreprise grâce au Plan de Relance et pour les accompagner dans leur démarche export vers l'Afrique.

« Avec nos partenaires de la 'Team France export Sud', nous travaillons depuis maintenant 4 ans, ensemble, dans une relation de confiance et sur le terrain au plus près des entreprises, rappelle Renaud Muselier. Nous les accompagnons à travers un parcours sur mesure pour simplifier leur quotidien et les aider à se développer à l'international. Avec la Team France export Sud l'Etat, la Région et ses partenaires investissent ainsi 20M€ pour accompagner plus de 2 600 entreprises à l'international et notamment en Afrique. »

Pour cela, la Région s'appuie tout particulièrement sur la '[Team France Export Sud](#)' (TFE) ainsi que d'autres partenaires comme Business France, la Chambre de commerce et d'industrie de Provence-Alpes-Côte d'Azur, BPI France et les conseillers du commerce extérieur.

Depuis 2018, les 14 conseillers référents de TFE ont ainsi suivi 5 000 entreprises de la région alors que 226 entreprises ont obtenu un financement régional pour se lancer à l'export pour 4M€. La structure régionale a aussi accompagné le financement de 250 missions VIE financées par la Région à hauteur de 3,7M€. Enfin, rien qu'en 2021, 964 entreprises régionales ont bénéficié d'un coaching pour tenter l'aventure de l'export.

Ecrit par le 23 juillet 2024



(Crédit : Jean-Charles Verchere)

Pourquoi l'Afrique ?

A ce jour, l'Afrique est la plus grande zone de libre-échange au monde avec une croissance continue de plus de 4%. En région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ce continent représente 22,6% des importations et 9,4 % des exportations régionales.

La région Sud et Marseille font parties des territoires qui accueillent le plus de consulats africains. Par ailleurs, à ce jour, plus de 54 projets africains ont vu le jour dont 10 en 2021. La région Sud c'est aussi une terre d'opportunité pour les entreprises du monde entier qui souhaitent développer les relations avec l'Afrique. Première destination des entreprises régionales pour l'ouverture de filiales à l'étranger, l'Afrique est aussi la deuxième destination pour leurs exportations, devant l'Asie. De plus en plus d'entreprises internationales choisissent ainsi de s'implanter à Marseille ou ailleurs sur le territoire, pour se connecter au marché européen et avoir un accès rapide aux places financières européennes, bénéficier d'un écosystème numérique local sur des filières d'excellences en lien avec les défis du développement de l'Afrique (santé, énergies vertes ou numérique) et enfin constituer en région Sud le point central de leur développement commercial en direction de tout le continent africain.

Le Vaucluse à la traîne

Ecrit par le 23 juillet 2024

Dans cette éventualité, le Vaucluse a encore fort à faire. En effet, aucun pays d'Afrique dans les 10 premiers clients du département. Côté fournisseur, seule la Tunisie figure dans le top 10 (en 10e position) avec 43,7M€ d'échanges en direction du Vaucluse, bien loin de l'Italie (353,8M€), premier fournisseur du département. La balance commerciale entre le Vaucluse et l'Afrique est d'ailleurs déficitaire (-49M€ en 2020). Un écart que pourront peut-être combler les entrepreneurs vauclusiens puisque, dès juin 2022, Team France Export Sud conduira une délégation d'entreprises, au Sénégal puis au Maroc.

Truffaut, des sapins de Noël pour la bonne cause

Du 26 novembre au 24 décembre, les magasins et le site Internet Truffaut s'engagent pour chaque sapin naturel acheté (supérieur ou égal à 25€) à reverser 1€ pour des actions de réhabilitation du massif des Maures dans le Var durement touché l'été dernier par un dramatique incendie ravageant 6 838 hectares.

Les sommes récoltées seront reversées au fonds de dotation ONF (Office national des forêts) – Agir pour la forêt dans le cadre du dispositif '[Respir](#)' créé à l'initiative de la [Région Sud](#) au bénéfice des forêts.

L'argent récolté

Il participera, dès 2022, à faire renaître ce patrimoine national. Au programme : Coupe des bois brûlés pour mise en sécurité des secteurs fréquentés et amélioration paysagère ; Travaux venant favoriser le retour de la végétation naturelle via le recépage (coupe à ras) des arbres susceptibles de se régénérer par rejet des souches ; Réalisation de fascines végétales pour limiter l'érosion des sols et faciliter la régénération. Cette technique de génie écologique tire parti des bois brûlés qui, une fois abattus, sont réutilisés sur place pour la constitution de peignes en matériau naturel ; Actions en faveur de la biodiversité telles la création de milieux mosaïques et de caches favorables à la tortue d'Hermann, avec des zones de replis limitrophes à l'incendie... ; D'ici 1 à 2 ans selon constatation du niveau de régénération naturelle, replantations ponctuelles sur des secteurs d'enjeux particuliers (zone touristique, plantations adaptatives au changement climatique...) avec des conditions de sol favorables à leur réussite.

En savoir plus

Le fonds Respir consiste, sur la base d'une bourse de projets qualifiés reposant sur des critères d'éligibilité, à promouvoir la mobilisation de financements privés au profit de la forêt de Provence-Alpes-

Écrit par le 23 juillet 2024

Côte-d'Azur en lien étroit avec les dispositifs publics existants.
MH

Alex Berger et la production en Vaucluse : « à nous d'écrire le scénario »



Alex Berger, qui vient de donner naissance au 'Centre de la couleur de Roussillon' ([notre article à lire ici](#)), s'est confié à L'Echo du mardi sur la production audiovisuelle en Vaucluse.

Producteur-concepteur de renom, père de la série 'Le bureau des légendes' (série française la plus exportée dans le monde, doit-on le souligner), Alex Berger s'est notamment illustré à travers ses sociétés

Ecrit par le 23 juillet 2024

de production. Lors d'un entretien au sein de l'[écomusée Ôkhra](#) dont il est le nouveau président, le pont de petit écran s'est livré sur la création audiovisuelle en Vaucluse. Notre département, qui offre un vaste décor pour le petit comme le grand écran, ne voit malheureusement pas beaucoup d'équipes de tournage fouler son sol à l'année. Pendant ce temps en Région Occitanie, les productions se multiplient : Demain nous appartient, Ici tout commence, Un si grand soleil...

Le Vaucluse et ses paysages ont pourtant inspiré les cinéastes depuis plus d'un siècle. Dès 1910 était tournée 'La passerelle tragique' à l'Isle-sur-la-Sorgue, en 1918, Louis Feuillade réalisait un film muet, 'Vendémiaire' sur le Rhône. En 1936, Sacha Guitry filmait 'Le roman d'un tricheur' à Cavaillon, en 1937, Michèle Morgan et Jean Gabin étaient à Sarrians pour 'Gueule d'Amour' de Jean Grémillon. Et courant 1965, avec Anna Karina et Jean-Paul Belmondo Jean-Luc Godard s'installait à Bonpas pour 'Pierrot le fou'...

Au-delà du tournage épisodique, comment faire naître une économie locale pérenne et encourager la sédentarité des différents corps de métier en Vaucluse ?

Une histoire de cohérence

« Quel paradoxe de vouloir construire des studios fermés quand on a des décors extérieurs aussi incroyables. Mais pour produire localement des projets audiovisuels, il faut les outils et des infrastructures », explique Alex Berger. Ce dont le Vaucluse a besoin ? Une volonté politique solide « qui se décline sur le terrain, tant dans l'organisation et l'accueil des projets, que dans la formation et les avantages, notamment en matière d'aide ou de fiscalité. » Impulser cette nouvelle économie en Vaucluse représente selon le producteur la meilleure façon de préserver l'environnement et le patrimoine, tout en attirant des compétences et des investisseurs. On ne compte plus les retombées économiques de l'implantation des feuilletons qui représentent un véritable cercle vertueux pour un territoire. Une carte postale est en quelques sortes envoyée chaque soir aux Français via leur écran.

La production audiovisuelle apparaît alors comme « l'extension de la politique touristique. » Les productions ? « Ce sont finalement comme des touristes qui font voyager notre département, notre région partout. » Mais pour ce faire, le Vaucluse doit « être totalement en ligne avec la Région. » La région Occitanie est devenue la 2e région de tournage après l'Île-de-France. Alex Berger explique cette position par la politique régionale « déclinée sur tout le spectre des administrations et des acteurs locaux. » Les vauclusiens ont tout intérêt à comprendre les fondements d'une politique d'accueil attractive en vue d'implanter cette industrie.

« Il faut faciliter la prise de décision, apparaitre comme le meilleur choix d'implantation pour les productions françaises, européennes et mondiales. Quelques années sont nécessaires pour coordonner chaque point d'entrée du territoire avec une offre complète et ainsi faciliter leur venue. Il faut une régularité pour faire éclore une économie, c'est à dire une production sédentarisée comme 'Plus belle la vie' à Marseille. »

Ecrit par le 23 juillet 2024



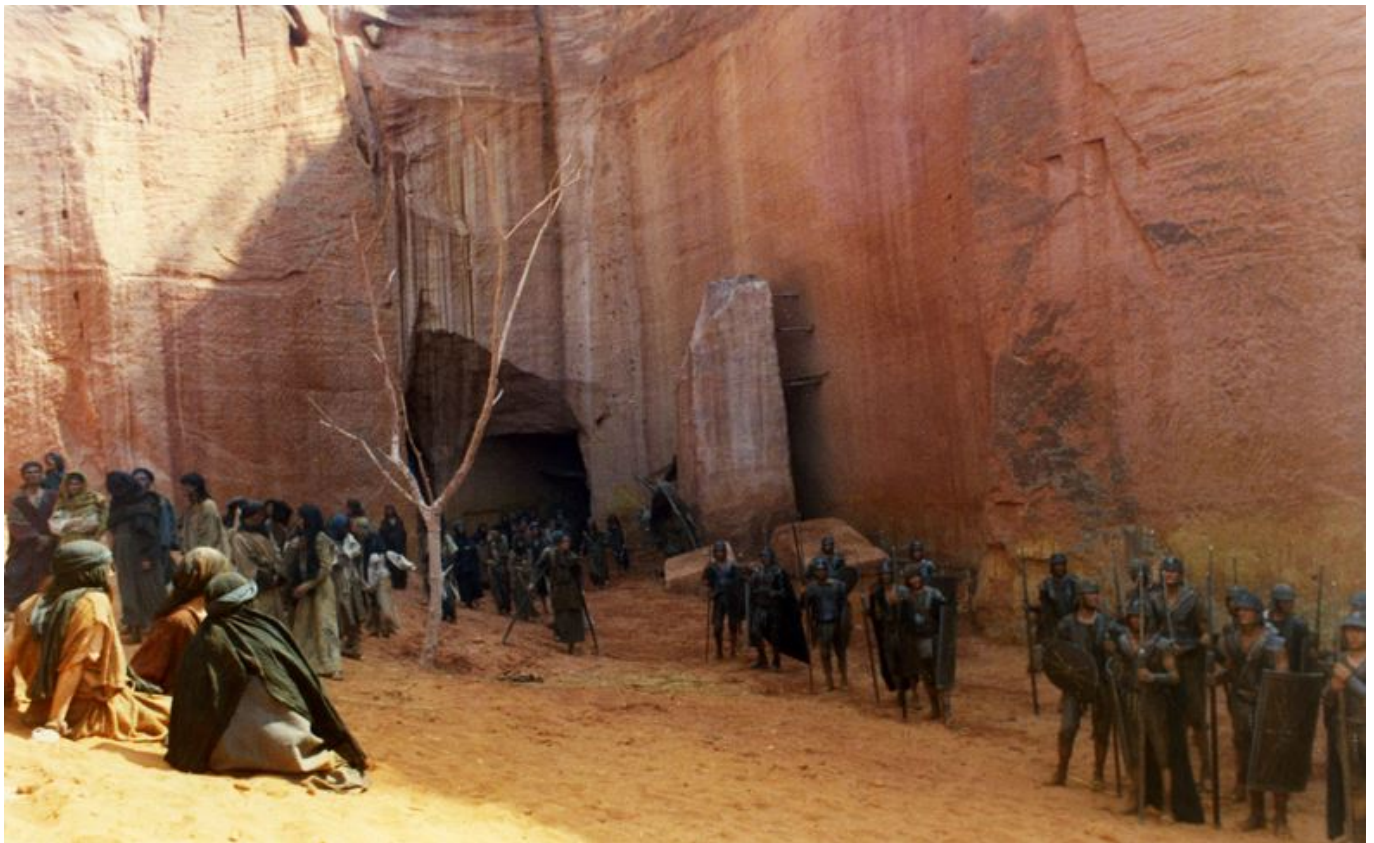
Ecrit par le 23 juillet 2024

Le producteur-concepteur Alex Berger © Samuel Kirszenbaum

Une histoire d'attractivité

Le cadre est posé, découlent alors une ribambelle de réflexions à mener collectivement. « Comment attirer le producteur ? Comment organiser en un seul lieu l'obtention des permis ? Quelles sont les infrastructures et les services proposés : hôtellerie, restauration, catering, artisans pour la construction des décors, gestion de l'environnement, transports, locations de matériaux, plateaux de tournages, post production 'son-image-effets spéciaux'...? »

Et de rappeler la prouesse des actions entreprises ailleurs : « Ce qui est fait à Marseille, Montpellier, Roubaix ou Tourcoing est compliqué, il y a une vraie concertation de tous les politiques. Tourner un film ne se résume pas à donner un permis. Pour que la structure d'accueil voit le jour, il faut une cohérence absolue de tous les acteurs politiques. Mais aussi, former une équipe à cette politique et nouer les liens avec les acteurs nécessaires.»



'La belle histoire' (1992). Scène tournée dans les ocres de Roussilon

Ecrit par le 23 juillet 2024

Une histoire de formation

« Il est étonnant de constater que dans un département aussi riche en décors naturels, avec un festival de théâtre et du lyrique, on ne trouve pas la formation la plus pointue de France. Où sont les talents : auteurs, scénaristes, techniciens, comédiens ? Propose-t-on des formations pour les métiers de l'audiovisuel localement, en lien avec le rectorat ? Aujourd'hui, les jeunes se forment prioritairement à Paris car c'est la première ville/région de l'audiovisuel en France. Mais d'autres régions se montrent très actives depuis quelques temps, comme les Hauts-de-France avec le [Festival séries Mania](#) par exemple. »

L'attractivité est le maître-mot. « Il ne s'agit pas juste de faire comme les autres, il faut dessiner une stratégie cohérente, inclusive, et s'y tenir. Demain, la production se déroulera sans doute en Paca, au-delà de Marseille, ou potentiellement à Cannes. » La formation encourage par ailleurs la sédentarité avec des débouchés d'emploi et attire par la même occasion d'autres métiers de services.



Tournage '[Grand ciel](#)', juillet 2019 @Remi Deloche

Ecrit par le 23 juillet 2024

Une histoire de chef d'orchestre

« Je ne compte plus les personnes qui souhaitent ouvrir une école de scénaristes ou d'auteur-réalisateurs. Regardons ce que propose la SCAD à ses élèves US à Lacoste. » Niché au cœur du Luberon, le village de Lacoste accueille en effet depuis 2002 un campus universitaire américain très réputé, le [Savannah College of Art and Design \(SCAD\)](#), l'une des meilleures écoles d'art aux Etats-Unis. Durant toute l'année, des étudiants en photographie, publicité, architecture ou encore cinéma viennent s'imprégner de la culture française.

« Nous devons intégrer le savoir américain tout en l'adaptant à la réalité du modèle français. D'où l'intérêt de fabriquer des programmes d'enseignement commun et de les étendre via les campus physiques ou numériques. Les enseignants et les personnes issues du métier sont légion dans le Vaucluse ou les départements limitrophes. »



Le village d'Oppède-le-Vieux dans 'Gazon Maudit' avec Alain Chabat (1995)

« Nous devons faire comme nous l'avons fait pour la série 'Le Bureau des légendes' : montrer que nous avons une stratégie et les gens qualifiés pour l'exécuter. Nous pourrions décider d'aménager une production en Vaucluse, faire écrire des scénaristes locaux, faire jouer des comédiens, faire travailler des techniciens, monter une production locale récurrente. Ce serait un bon amorçage économique. »

Une industrie qui peut rapporter beaucoup au territoire de par son retour sur investissement et les impôts locaux. « Il faut une vision. En Vaucluse, on coche presque toutes les cases, mais il faut un chef d'orchestre, un producteur. On me l'a déjà demandé et j'ai dit oui. Maintenant, existe-t-il la volonté

Écrit par le 23 juillet 2024

politique d'installer cette économie-là localement ? À nous d'écrire le scénario... »

Région Sud : des maires aidés, mais méprisés



La Conférence des maires, organisée par le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, a débuté sur une annonce de Renaud Muselier, saluée par les 400 maires réunis au Palais du Pharo à Marseille : le doublement des aides aux communes de la région. Cette belle hirondelle attendra le lointain printemps du réveil de l'Etat sur une situation alarmante...

« Ces cinq dernières années, nous leur avons consacré 800M€ ; les six prochaines années, nous prévoyons 1,5 milliards de budget. On passe de 30% à 50% de taux de participation aux projets, premier

Ecrit par le 23 juillet 2024

point. Et à 70% pour les communes de moins de 1500 habitants avec un plafond revu à la hausse, de 12 500 à 15 000€. Ce que nous voulons, c'est toujours la même chose. Pas de bricolage individuel, mais une vision, une ambition, une autorité à respecter sans distinction d'étiquette, d'obédience ou d'allégeance. Je souhaite que ce mandat soit un tournant ».

Comme pour mieux les convaincre, Renaud Muselier avait invité le président du Sénat. « Avec Gérard Larcher, nous sommes des décentralisateurs dans l'âme, et nous demandons souvent à l'Etat de nous confier des missions et des moyens pour les accomplir ». C'est là que le bât blesse.

« Tous pris pour des cons, des incapables ou des escrocs »

Une confusion permanente entre l'égalité et l'équité, comme si Aristote n'avait jamais existé. Un système sans discernement, comme abruti : la règle est toujours supérieure au bien commun dont elle n'est pourtant que l'instrument. Voilà ce qui résume la frustration des élus. Myopie, uniformité et impotence, tel serait le triptyque républicain de l'agonie des villages et des petites villes face à des métropoles que, partout en Europe, on veut voir briller en 'smart cities'. Ça ne marche pas : 44 des 59 maires du Grand Lyon ne veulent plus en faire partie, dixit Gérard Larcher.

La 'pacoule' n'est pas en reste. Mais elle, est bien corsetée : plan climat, eau et assainissement, urbanisme, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (Gemapi), schéma de cohérence territoriale (Scot).

« Depuis 20 ans, on a tout fait disparaître, sauf le maire. Mais on décide plus de rien. Cette conférence des maires de la région est une occasion de renverser la table ». Et Jean-François Lovisolo, élu de la Tour d'Aigues, coprésident de l'Association des maires de Vaucluse (AMV 84) - avec Pierre Gonzalvez - ne s'en prive pas. « On est tous pris pour des cons, des incapables, ou des escrocs. Ça suffit ». Applaudissements nourris.

Le malheur est que les maires ont beau vitupérer, ils sont aux yeux du pouvoir et de l'administration aussi peu dangereux que le chat auquel les souris auraient passé la sonnette. Comment en est-on arrivé à cette situation ?

Tout change, tout le temps. Avoir un véritable interlocuteur dans des services préfectoraux dont les effectifs ont fondu, est mission impossible. Les maires tournent en rond. Ils sont bloqués, aux prises avec des procédures de plus en plus lourdes et complexes. L'efficacité de l'action publique est telle qu'il faut parfois « plus d'un mandat pour sortir un Plan local d'urbanisme, 10 ans pour un HLM, 15 ans pour une déchetterie », ou même « vingt ans pour que le maire de Monteux permette l'émergence et la réussite de Beaulieu avec 600 emplois » (source : rapport moral AMV 84, 2019).

Les institutions ne fonctionnent plus

« L'impuissance des maires est devenue égale à celle des citoyens », constate Olivier Mazerolle, venu en commentateur des débats. « Comment ces maires peuvent-ils expliquer l'inexplicable, justifier la quantité de chose non décidée et, par dessus le marché, en supporter les conséquences dans les urnes ? ». La loi 'Notre' a compliqué les choses et « personne n'a rectifié le tir. Un peu plus d'opacité à chaque fois, c'est

Ecrit par le 23 juillet 2024

tout bonus ! Il faudrait changer beaucoup de choses, sans doute. Mais que font donc les députés ? Premièrement, ils restent prisonniers des directives de parti. Et puis, ceux qui viennent d'être élus, l'ont été sur un nom - celui d'Emmanuel Macron - et non pas sur un projet politique. Ils restent fidèles à celui qui les font élire, tout comme l'armée de 'Playmobil' hors sol que la presse décrit parfois. Au lieu de parler des avantages respectifs des tickets de métro en papier ou dématérialisés, se pose la question fondamentale qui intéresse tout le monde, à savoir ce qu'on fait de notre pays ! Eh oui, il y en a un seul qui la pose, c'est Eric Zemmour », s'indigne le chroniqueur de LCI, né dans la bonne ville de Marseille. Le désintérêt des parlementaires face aux suppliques des maires, Jean-François Lovisolo en sait quelque chose. « Ça m'obsède. Voilà 15 ans que je cherche à faire modifier la loi sur la délivrance de permis de construire en zone agricole, permettant - tout le monde le sait - à de faux éleveurs de s'installer en zone agricole. Ce qui provoque un mitage insupportable des territoires. Seuls trois députés ont répondu à mes courriers depuis lors. Mais rien ne change parce que notre Parlement ne fonctionne pas. En revanche, c'est bien lui qui donne le pouvoir aux fonctionnaires à qui nous avons affaire », tacle l' élu.

Flagrants délires

Renaud Muselier conclut le chapitre : « même si l'intention paraissait louable, on a fait une énorme connerie en supprimant les doubles mandats qui permettaient d'avoir des députés connaissant parfaitement les enjeux municipaux. Le deuxième problème, c'est que l'Etat s'occupe de tout, mais pas de façon transversale. On a donc des silos et des gens qui ne se parlent jamais. »

Il y a aussi le problème de l'argent. « Tenir des projets est très difficile. Les changements de fiscalité et de dotations posent un problème de financement sur la durée », souligne Olivier Mazerolle.

Dans son allocation de clôture de la conférence, Gérard Larcher approuve. « On ne comprend plus rien au système de la dotation générale de fonctionnement. Ainsi, les maires attendent, comme l'oracle, le courrier de l'administration les informant de l'enveloppe financière dont ils pourront disposer, sans pouvoir en vérifier le calcul. En France, il n'y a pas plus de quatre personnes, hautement spécialisées sur le sujet, qui peuvent tenter de vous l'expliquer. Et parfois en vain. »

Inscrire dans la Constitution - cette vraie hotte du Père Noël - la clause de compétence générale pour les Communes et « une juste compensation des transferts de compétence ». Instaurer « un régime de confiance et de responsabilité ». Appliquer à la lettre un « principe de subsidiarité » - NDLR : laisser faire sur place ce qui peut l'être - organiser des compétences territoriales « à la carte », permettre de mutualiser les actions de proximité et, cerise sur le gâteau, « décomplexifier » : voilà ce que la loi sur la décentralisation, examinée au Sénat promet de clarifier, en bon français, s'il vous plaît.

Malaise dans la civilisation

Tout cela reste des mots, comme on dirait du vent, aux yeux des maires qui, en attendant « plus de souplesse et moins de contraintes », ont envie d'initiatives et de se dépatouiller.

« Si je devais résumer notre projet, c'est créer de la richesse ici-même, sur notre territoire, et attirer de la richesse de l'extérieur (...) le Vaucluse est un département qui a pris du retard au sein d'une région, la région Sud, qui est l'une des plus attractives et les plus dynamiques de toute l'Europe », rappelait Dominique Santoni au moment de son investiture, en juillet dernier. La présidente du Conseil départemental de Vaucluse a donc entrepris de mettre à la disposition des territoires et des élus une agence de d'ingénierie de projet pour faciliter - on n'ose pas dire hâter - leur réalisation et aider les communes à investir. « Le secteur privé et public ne vivent pas dans le même espace-temps, ce qui

Ecrit par le 23 juillet 2024

complique beaucoup de choses. Nous avons quand même réussi à rendre de la confiance aux citoyens parce que nous avons réussi à faire marcher les politiques publiques, on l'a bien vu dans la crise. Nous sommes d'abord élus pour ça et pas pour faire respecter des lois ». Un « boulot gratis » explique Georges Cristiani, maire de Mimet, « payé par la reconnaissance des citoyens et le silence des hauts dirigeants ». Pierre Gonzalvez, maire de l'Isle-sur-la Sorgue, président de Vaucluse Provence attractivité, renchérit en prenant de la hauteur : « il faudrait que nous fassions une psychothérapie avant de nous engager pour savoir ce qu'on cherche en nous embarquant dans des situations particulièrement difficiles comme celles que nous connaissons. Briller aux yeux des siens ? Nous aurions sans doute une approche bien plus conforme à l'intérêt général, une fois compris le pourquoi de notre engagement ». Sagesse, quand tu nous tiens. La motivation et sa nature font toujours le résultat.

Les dossiers prioritaires pour la Région

« Ce que nous demandons à l'Etat pour la région, nous allons le faire, à la Région, pour nos communes : on va travailler ensemble, en confiance, sur des dossiers prioritaires ». Voici la liste de Renaud Muselier :

- L'accès aux soins,
- la sécurité,
- l'aide au pouvoir d'achat,
- la connexion au Très haut débit,
- la plantation de trois millions d'arbres,
- les ports propres,
- la mobilité et les transports,
- l'emploi,
- l'accès aux fonds européens : je ne peux pas accepter que des collectivités comme le département des Alpes-Maritimes déposent leurs dossiers trop tard et nous fassent perdre des millions d'euros de fonds transfrontaliers,
- le foncier économique.